

// le dossier pratique

La lettre d'observations envoyée à l'issue du contrôle Urssaf

Objet – Modalités – Suites

À l'issue des opérations de contrôle de l'Urssaf, les agents chargés de ce contrôle sont tenus de communiquer leurs observations, qu'un redressement soit envisagé ou non.

Cette exigence, dont le respect est une condition de validité de la procédure, est destinée à assurer le caractère contradictoire des modalités d'exercice du contrôle. La lettre d'observations constitue donc un élément clé, dont il est nécessaire de bien connaître les tenants et les aboutissants pour gérer au mieux un contrôle. Le point complet dans ce dossier.

1 À quoi sert la lettre d'observations ?

À INFORMER LE COTISANT DU RÉSULTAT DU CONTRÔLE

Il est expressément prévu par la loi qu'à l'issue d'un contrôle Urssaf, l'agent adresse à la personne contrôlée une **lettre** mentionnant, si nécessaire, les **observations** constatées au cours du contrôle. Cette lettre engage la **période contradictoire préalable** à l'envoi de toute mise en demeure ou avertissement (CSS, art. L. 243-7-1, A).

Le contrôle Urssaf s'inscrit donc dans le cadre du principe du contradictoire. La lettre d'observations permet au cotisant d'être informé des constatations relevées (qu'un redressement soit ou non envisagé) puis de faire des observations, le cas échéant (CSS, art. R. 243-59). Elle constitue dès lors une formalité substantielle permettant de respecter ce principe (v. l'encadré page 2).

Soulignons qu'elle ne constitue **pas un procès-verbal de contrôle** ou un rapport de contrôle (Lettre-circ. Acoss n° 1999-082 du 16 juillet 1999). Les constats ne sont donc pas définitifs.

À DÉLIMITER LES ENJEUX POUR L'AVENIR

Dans le cadre d'un **futur contrôle**, le cotisant pourra se prévaloir d'une **lettre d'observations ayant validé ses pratiques**. Un redressement ne peut en effet porter sur des éléments qui n'ont pas fait l'objet d'observations dans le cadre d'un précé-

dent contrôle, dès lors que l'organisme en charge du contrôle a eu l'occasion, au vu de l'ensemble des documents consultés, de se prononcer en toute connaissance de cause sur ces éléments et que les **circonstances de droit et de fait** au regard desquelles les éléments ont été examinés sont **inchangées** (CSS, art. R. 243-59-7).

De plus, dans la lettre d'observations, les agents chargés du contrôle peuvent formuler des **observations pour l'avenir** et exiger que le cotisant modifie ses pratiques. Le cas échéant, à l'issue du contrôle, l'organisme de recouvrement communique ces observations ne conduisant pas à redressement « mais appelant la personne contrôlée à une **mise en conformité** en vue des **périodes postérieures aux exercices contrôlés** » (CSS, art. R. 243-59, IV, al. 2). L'entreprise aura tout intérêt à prendre ces observations en compte, sous peine de se voir notifier un redressement lors d'un contrôle ultérieur. Autre enjeu : en cas de **réitération** par le cotisant d'une **pratique** ayant déjà fait l'objet d'une **observation** ou d'un redressement lors d'un précédent contrôle, la lettre d'observations notifiée lors d'un nouveau contrôle précisera les éléments caractérisant le **constat d'absence de mise en conformité** (CSS, art. R. 243-59, III, al. 7), donnant lieu à une **majoration spécifique** prévue à l'article L. 243-7-6 du Code de la sécurité sociale. À noter enfin que la lettre d'observations constitue le premier acte formalisant la mise en œuvre de la **procédure d'abus de droit** prévue à l'article L. 243-7-2 du Code de la sécurité sociale. La décision de mettre en œuvre cette procédure est alors prise par le directeur de l'organisme chargé du recouvrement, qui contresigne à cet effet la lettre d'observations (CSS, art. R. 243-60-3, I).

À CLASSER SOUS

SÉCURITÉ SOCIALE

COTISATIONS

08 / 20

2 Comment et dans quel délai doit-elle être remise au cotisant ?

Le Code de la sécurité sociale indique que les agents chargés du contrôle communiquent à la personne morale ou au travailleur indépendant contrôlé une lettre d'observations (CSS, art. L. 243-7-1, A). Les modalités de communication et les moyens de preuve de l'envoi sont précisés, mais pas le délai d'envoi.

FORME DES OBSERVATIONS

Les observations prennent la forme d'« une **lettre d'observations datée et signée** » par les agents chargés du contrôle (CSS, art. R. 243-59, III), lettre qui doit comporter certaines mentions (*sur ces mentions, v. ci-après*). La Cour de cassation a précisé que lorsque **plusieurs inspecteurs** ont participé à l'opération de contrôle, la lettre d'observations doit impérativement comporter la **signature de chacun d'eux**. À défaut, elle est irrégulière et emporte la nullité des opérations de contrôle et de redressement (Cass. 2^e civ., 6 novembre 2014, n° 13-23.990 F-PB, v. le dossier jurisprudence hebdo n° 235/2014 du 30 décembre 2014).

DÉLAI DE COMMUNICATION

La communication de la lettre d'observations n'est soumise à **aucun délai particulier** (Cass. 2^e civ., 11 juillet 2005, n° 03-20.898).

Ainsi, lorsqu'une Urssaf envoie une première lettre d'observations non valablement notifiée, elle peut en transmettre une seconde, qui produira tous ses effets (Cass. 2^e civ., 11 juillet 2005, n° 03-20.898).

Néanmoins, cette absence de délai a été encadrée par la jurisprudence. Il a été considéré que le **silence** gardé pendant près de **15 mois** entre les dernières opérations de contrôle et la lettre d'observation équivalait à un **accord tacite** et était contraire au principe de sécurité juridique, d'une part et au droit au procès équitable d'autre part (Cass. 2^e civ. 28 mai 2015, n° 14-17.618).

LA LETTRE D'OBSERVATIONS : UNE FORMALITÉ SUBSTANTIELLE

La Cour de cassation, tout comme l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos), estime que la communication des observations constitue une formalité substantielle. Aussi, l'absence de lettre d'observations entraîne la nullité du contrôle et des opérations de redressement afférentes (Cass. soc., 6 février 1997, n° 95-13.685 ; Cass. soc., 12 décembre 1996, n° 95-12.881 ; Lettre-circ. Acoss n° 1999-082 du 16 juillet 1999). Il en va de même de l'omission de la mention de la faculté de se faire assister (Cass. 2^e civ., 10 octobre 2013, n° 12-26.586 ; Cass. 2^e civ., 3 avril 2014, n° 13-11.516), du défaut d'indication du mode de calcul du redressement envisagé (Cass. 2^e civ., 18 septembre 2014, n° 13-21.682) et de l'absence de signature d'un des inspecteurs ayant participé au contrôle (Cass. 2^e civ., 6 novembre 2014 préc.).

MODALITÉS DE COMMUNICATION

La lettre d'observations est envoyée **par tout moyen donnant date** certaine à sa réception (CSS, art. R. 243-59-9).

PREUVE DE LA COMMUNICATION

La **charge** de la **preuve** de la communication de la lettre d'observations pèse sur l'**Urssaf** (Cass. soc., 7 mai 1991, n° 88-16.344). Aussi, celle-ci doit-elle être en mesure de prouver qu'elle a satisfait à ses obligations en la matière.

3 Quelles sont les mentions obligatoires ?

La lettre d'observations doit obligatoirement comporter les mentions suivantes (CSS, art. R. 243-59, III, al. 1) :

- l'**objet** du **contrôle** ;
- les **documents consultés** ;
- la **période vérifiée** ;
- la **date de fin** du contrôle et les **observations** faites au cours de celui-ci.

La charte du cotisant contrôlé ajoute à cette liste la mention des **modalités et délais de réponse**. Cette obligation ne s'étend toutefois pas à l'indication du point de départ (Cass. 2^e civ., 15 mars 2018, n° 17-14.748).

À NOTER Le cas échéant, lorsque l'Urssaf exerce son droit de communication prévu par l'article L. 114-19 du Code de la sécurité sociale, l'organisme est tenu d'en informer la personne contrôlée avant la mise en recouvrement des cotisations, à peine de nullité du contrôle. Dans un arrêt de la 2^e chambre civile du 12 mars 2020, n° 19-11.399, la Cour de cassation considère que l'Urssaf satisfait à cette obligation, en informant la personne contrôlée dans le cadre de la lettre d'observations.

OBJET DU CONTRÔLE

La mention de l'objet du contrôle dans la lettre permet de **délimiter** précisément le **champ** du contrôle réalisé. Elle vise à informer le cotisant de la **nature** des **vérifications** et à préciser la **portée** du **contrôle**.

Ainsi, l'organisme de recouvrement doit préciser qu'il agit dans le cadre de sa mission de vérification de l'application des dispositions du Code de la Sécurité sociale. Il fait généralement référence à l'article L. 243-7 du Code de la sécurité sociale, dont la formulation générale permet de couvrir l'ensemble des objets de contrôle possible.

DOCUMENTS CONSULTÉS

Compte tenu de leur diversité et de leur volume, il est difficile pour les agents chargés du contrôle de dresser dans la lettre d'observations une liste exhaustive des documents consultés lors du contrôle (DSN, fiches de paie, bilans, pièces justificatives de frais, etc.). La Direction de la sécurité sociale leur demande toutefois d'apporter « la plus grande **précision** à cette **énumération** » afin que, lors d'un contrôle ultérieur, les droits du cotisant comme ceux de l'Urssaf en matière d'accord tacite soient garantis (Circ. DSS/SDF/5B n° 99-726 du 30 décembre 1999).

En pratique, il faut préciser que ces documents sont ceux pour lesquels les agents chargés du contrôle ont un droit d'accès. Les Urssaf utilisent généralement un **modèle type** qui intègre un tableau faisant référence à la liste des documents consultés pour le compte du cotisant.

PÉRIODE VÉRIFIÉE

La mention de la période vérifiée dans la lettre d'observations a pour objet de s'assurer que les **délais de prescription** en matière de contrôle et de redressement ont été **respectés** et que cette **période n'a pas déjà été contrôlée**. Pour mémoire, les cotisations et cotitritions sociales se prescrivent par trois ans à compter de la fin de l'année civile au titre de laquelle elles sont dues (*CSS, art. L. 244-3*). Cette durée est portée à cinq ans en cas de constatation d'une infraction de travail illégal (*CSS, art. L. 244-11*).

L'administration, de même que la Cour de Cassation, a précisé que les investigations peuvent toutefois porter sur des éléments et documents antérieurs, tels que les statuts de l'entreprise, l'accord d'intéressement ou l'évolution des effectifs de l'entreprise (*Lettre-circ. Acoss n° 1999-082 du 16 juillet 1999, Cass. 2^e civ., 19 juin 2014 n° 13-20.374*).

DATE DE LA FIN DU CONTRÔLE

La lettre d'observations doit préciser la date de la fin du contrôle. Elle correspond à la **date** à laquelle ladite **lettre** est **signée** par le ou les agents en charge du contrôle.

OBSERVATIONS FAITES AU COURS DU CONTRÔLE

Outre les mentions précédentes, la lettre d'observations mentionne les observations faites au cours des opérations de contrôle (*CSS, art. R. 243-59, III*).

Soulignons que, à l'issue de ces opérations, l'agent chargé du contrôle peut :

- ne formuler aucune observation ;
- formuler des observations pour l'avenir sans envisager de redressement ;
- formuler des observations et envisager de procéder à un redressement ou à des régularisations en faveur du cotisant.

■ Absence d'observations

Si l'opération de contrôle n'a révélé **aucune infraction** de la part du cotisant, les agents chargés du contrôle sont quand même tenus de lui adresser une **lettre d'observations mentionnant expressément** l'absence d'observations (*Circ. DSS/SDF/5B n° 99-726 du 30 décembre 1999*). Rappelons, comme indiqué plus haut, qu'un redressement ne peut porter sur des éléments ayant fait l'objet d'un précédent contrôle qui n'ont pas donné lieu à observations de la part de l'organisme effectuant le contrôle.

■ Observations pour l'avenir sans redressement

Deuxième cas de figure, les agents chargés du contrôle, sans envisager de procéder à un redressement, formulent dans la lettre des observations pour l'avenir au cotisant dans l'**objectif** qu'il **modifie** ses **pratiques** (*CSS, art. R. 243-59, IV, al. 2*).

À NOTER Les observations formulées pour l'avenir en des termes impératifs constituent une décision de l'organisme de recouvrement susceptible d'un recours devant les juridictions du contentieux général de la sécurité sociale (*Cass. 2^e civ., 19 juin 2008, n° 07-11.571*).

■ Observations et redressement envisagé

Lorsque les agents chargés du contrôle envisagent de donner une suite au contrôle, ils doivent mentionner dans la lettre leurs **observations**.

Celles-ci doivent être **motivées par chef de redressement**. Les observations sont faites au regard des éléments déclarés à la date d'envoi de l'avis de contrôle, excluant ainsi les déclarations réalisées pendant le contrôle. Plus précisément, les observations comprennent (*CSS, art. R. 243-59, III*) :

- les **considérations de droit et de fait** qui constituent leur fondement ;
- le cas échéant, le **montant des assiettes** correspondant ;
- le **mode de calcul** et le **montant des redressements** et des éventuelles **majorations et pénalités** envisagées (*définies aux articles L. 243-7-2, L. 243-7-6 et L. 243-7-7 du Code de la sécurité sociale*).

Ne satisfait pas à ces exigences la lettre d'observations n'indiquant pas clairement le mode de calcul du redressement (*Cass. 2^e civ., 18 septembre 2014, n° 13-21.682*). Il n'y a cependant pas lieu de fournir le détail des calculs pour chaque chef de redressement (*Cass. 2^e civ., 23 novembre 2006, n° 05-10.662*). En cas de constat de travail dissimulé lors du contrôle d'une entreprise soustraite et lorsque la solidarité financière du donneur d'ordre est recherchée, la lettre d'observation envoyée à ce dernier doit faire apparaître le montant des sommes dues « année par année », et ce, à peine de nullité de la lettre d'observation et donc de la régularité du redressement (*Cass. 2^e civ., 13 février 2020, n° 19-11.645*).

En cas de recours à la méthode de vérification par échantillonnage et extrapolation, la lettre d'observations doit préciser les **populations** faisant l'objet des vérifications, les **critères** retenus pour procéder au tirage des échantillons, leur contenu, les cas atypiques qui en ont été exclus, les **résultats** obtenus pour chacun des échantillons, la **méthode d'extrapolation** appliquée et les résultats obtenus par application de cette méthode aux populations ayant servi de base au tirage de chacun des échantillons. Elle mentionne aussi la faculté de l'employeur de procéder lui-même au calcul des sommes dont il est redevable s'il en informe l'Urssaf (*CSS, art. R. 243-59-2*).

Concernant les éventuelles **majorations et pénalités** envisagées, il s'agit de la pénalité de 20 % des cotisations et contributions dues applicables aux actes constitutifs d'un abus de droit (*CSS, art. L. 243-7-2*), de la majoration de 10 % du montant du redressement en cas de constat d'absence de mise en conformité (*CSS, art. L. 243-7-6*), et de la majoration du redressement de 25 % pour travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié ou par dissimulation d'activité (fixée à 40 % si l'infraction est commise à l'égard de plusieurs personnes, d'une personne vulnérable, par l'emploi dissimulé d'un mineur soumis ou en bande organisée) (*CSS, art. L. 243-7-7, I*). Les majorations en cas de travail dissimulé sont renforcées en cas de nouvelles constatation de travail dissimulé dans les cinq ans suivant la notification d'une première constatation pour travail dissimulé auprès de la même personne morale ou physique (respectivement 45 % et 60 %) (*CSS, art. L. 243-7-7, III*).

À NOTER La liste des salariés concernés le cas échéant par le redressement n'est pas exigée dès lors que les éléments fournis à l'employeur sont précis (*Cass. soc.*, 24 octobre 2002, n° 01-20.035; *Cass. 2° civ.*, 23 novembre 2006, n° 05-10.662).

MENTIONS SUPPLÉMENTAIRES EN CAS D'INFRACTION DE TRAVAIL DISSIMULÉ

Lorsqu'une infraction de travail dissimulé a été constatée, la lettre d'observation mentionne en outre (*CSS*, art. R. 243-59, III, al. 2):

– la **référence** au **document** remis au cotisant constatant le **travail dissimulé et comportant l'évaluation** du montant des cotisations et contributions éludées ou les différents éléments listés par ce document (période concernée, les faits constatés, etc.) lorsque l'infraction a été constatée à l'occasion d'un contrôle réalisé par les **agents** chargés du contrôle **Urssaf**;

– la **référence** au **document** remis au cotisant constatant le travail dissimulé et comportant l'évaluation du montant des cotisations et contributions éludées ainsi que les faits constatés par les agents de contrôle autres que ceux de l'Urssaf (impôts, douanes, police judiciaire, inspection du travail), lorsque la situation de travail dissimulé a été constatée par une **autre administration** habilitée et que le procès-verbal de travail dissimulé a été transmis à l'Urssaf.

L'ajout de ces mentions par le décret du 25 septembre 2017 ne devrait remettre en cause un arrêt de la Cour de cassation selon lequel l'**Urssaf** « n'est **pas tenue de joindre** à la lettre d'observations le **procès-verbal** constatant le délit de travail dissimulé à l'origine du redressement litigieux » le document constatant le travail dissimulé devant être remis étant distinct du procès-verbal de travail dissimulé (*Cass. 2° civ.*, 14 février 2019, n° 18-12.150).

Le montant des redressements indiqué dans la lettre d'observations peut être différent du montant évalué le cas échéant dans le document remis au cotisant constatant le travail dissimulé (*CSS*, art. R. 243-59, III, al. 6).

CONSTAT D'ABSENCE DE MISE EN CONFORMITÉ

En cas de **réitération** d'une **pratique** ayant déjà fait l'objet d'une observation ou d'un redressement lors d'un **précédent contrôle**, la lettre d'observations doit mentionner les éléments caractérisant le **constat d'absence de mise en conformité** et donnant lieu à la majoration spécifique (*CSS*, art. R. 243-59, III, al. 7).

CONSTAT D'ABUS DE DROIT

Le cas échéant, la décision de mettre en œuvre la procédure d'abus de droit est prise par le **directeur** de l'organisme chargé du recouvrement. Il **contresigne** à cet effet la **lettre d'observations**, qui devra alors mentionner la possibilité de saisir le comité des abus de droit et les délais applicables (*CSS*, art. R. 243-60-3).

RAPPEL DU DÉLAI DE RÉPONSE ET DE LA FACULTÉ DE SE FAIRE ASSISTER

La lettre d'observations doit également indiquer au cotisant qu'il dispose d'un **délai de 30 jours** (pouvant être portée à 60 jours, *v. ci-après*) pour **répondre** à ces observations par tout moyen donnant date certaine à leur réception, et qu'il a, pour ce faire, la **faculté de se faire assister** d'un conseil de son choix (sur l'impact de l'absence de ces mentions, *v. l'encadré page 2*) (*CSS*, art. R. 243-59, III, al. 8, *CSS*, art. R. 243-59-9).

4 Comment y répondre ?

MODALITÉS DE LA RÉPONSE

La personne contrôlée dispose d'un **délai de 30 jours** pour répondre aux observations qui lui ont été adressées (*CSS*, art. R. 243-59, III, al. 3). Pour les contrôles engagés à compter du 1^{er} janvier 2020, ce délai **peut être porté**, à la **demande** de la personne contrôlée, à **60 jours**. La demande de délai supplémentaire doit être reçue par l'organisme de recouvrement avant l'expiration de la période contradictoire de 30 jours, par tout moyen donnant date certaine à sa réception (*CSS*, art. L. 243-7-1 A et R. 243-59-9). À défaut de réponse de l'organisme de recouvrement, la prolongation du délai est considérée comme acceptée. Cette possibilité n'est toutefois pas ouverte en cas de mise en œuvre de la procédure d'abus de droit, en cas d'infraction de travail dissimulé, de marchandage, de prêt illégal de main-d'œuvre et d'emploi d'étranger non autorisés à travailler. Cette réponse est une simple faculté laissée à sa seule discrétion.

Le cotisant peut envoyer sa réponse à l'Urssaf **par tout moyen donnant date** certaine à sa réception.

Le délai de 30 jours **commence à courir** à la date à laquelle l'employeur peut prendre **connaissance** des **observations** de l'inspecteur Urssaf (*Lettre-circ. Acoss n° 1999-082 du 16 juillet 1999*).

La circonstance que la réponse du cotisant soit réceptionnée par l'Urssaf postérieurement au délai de 30 jours est indifférente (*CA Douai*, 27 juin 2014, *RG n° 13/00774*).

La **période contradictoire prend fin**, en l'absence de réponse de la personne contrôlée, au terme des délais de 30 ou de 60 jours, ou à la **date d'envoi** de la **réponse** de l'agent chargé du contrôle (*CSS*, art. R. 243-59, III, al. 11).

À NOTER L'Urssaf est tenue de respecter le délai de 30 jours laissé à l'employeur pour répondre avant de mettre en demeure le cotisant. En effet, la mise en demeure adressée avant l'expiration de ce délai est nulle (*Cass. soc.*, 5 novembre 1999, n° 96-21.843). À notre sens, cette solution devrait également être applicable en cas de délai porté à 60 jours.

PORTÉE DE LA RÉPONSE

La réponse de la personne contrôlée peut conduire (*Lettre-circ. Acoss n° 1999-082 du 16 juillet 1999*):

- à l'**acceptation** de **toutes les observations** ;
- à l'**acceptation partielle** des observations et à la contestation d'une partie des redressements ;
- au **rejet** de **tous les redressements** ;
- à la **formulation de remarques** étayées par des pièces justificatives portant sur un ou plusieurs chefs de redressements.

Lorsqu'elle choisit de répondre, la personne contrôlée, selon les principes de la procédure contradictoire, fait valoir tous les **arguments de droit et de fait** susceptibles de démontrer que les dispositions du Code de la sécurité sociale ont été respectées (*Circ. DSS/SDF/5B n° 99-726 du 30 décembre 1999*). Elle peut indiquer **toute précision ou tout complément** qu'elle juge nécessaire notamment en proposant des ajouts à la liste des documents consultés. En outre, elle peut **justifier**, le cas échéant, avoir **corrigé**, pendant le contrôle, les **déclarations** afférentes à la période contrôlée, et **acquitté** les sommes correspondantes pour qu'il en soit tenu compte (*CSS, art. R. 243-59, III, al. 9*).

À NOTER Le silence gardé par le cotisant pendant le délai de 30 jours ne le prive pas de la faculté d'invoquer devant la juridiction contentieuse l'éventuelle insuffisance des observations de l'agent contrôleur (*Cass. 2^e civ., 9 février 2006, n° 04-30.535*).

5 Quelles sont les suites de la lettre d'observations ?

EN CAS DE RÉPONSE DE L'EMPLOYEUR

Lorsque l'employeur a répondu aux observations avant la fin du délai de 30 ou de 60 jours, la **mise en recouvrement** des cotisations, des majorations et pénalités faisant l'objet du redressement **ne peut intervenir** :

- ni avant l'expiration de ce délai ;
- ni **avant** que les **agents** chargés du contrôle aient **répondu** aux **observations** de la personne contrôlée (*CSS, art. R. 243-59, III, al. 10*). Sur ce point la 2^e chambre civile de la Cour de cassation a, dans un arrêt du 28 novembre 2019 n° 18-20.386 F-D, considéré qu'est entachée de **nullité** une **mise en demeure envoyée avant** que l'agent chargé du contrôle ait répondu aux observations de l'employeur.

Aucune disposition ne précise le **délai** dans lequel la réponse des agents chargés du contrôle doit intervenir, mais il est dans l'intérêt de l'Urssaf qu'elle intervienne rapidement puisqu'elle subordonne la suite des opérations de recouvrement.

Chaque observation exprimée de manière circonstanciée par la personne contrôlée fait l'objet d'une **réponse motivée** qui détaille, par motif de redressement, les montants qui, le cas échéant, ne sont pas retenus ainsi que les redressements qui demeurent envisagés totalement ou partiellement (*CSS, art. R. 243-59, III, al. 10*). À cette occasion, les agents chargés du contrôle peuvent être amenés à demander au cotisant, au regard des nouvelles informations que celui-ci a apporté, des **justificatifs complémentaires**.

Lorsque, à l'**issue** de la lecture des observations en réponse du cotisant, les agents chargés du contrôle décident de **maintenir** ou de **minorer** le redressement envisagé, la notification d'une **nouvelle lettre d'observations** n'est **pas nécessaire** (*Lettre-circ. Acoss n° 1999-082 du 16 juillet 1999* ; *Cass. 2^e civ., 3 mai 2006, 04-30.729* ; *Cass. 2^e civ., 16 novembre 2006, 05-16.874*).

Soulignons que lorsque le **délai de 30 ou de 60 jours** est **expiré** et que l'**agent** de contrôle a **répondu** aux premières observations du cotisant, l'Urssaf peut **notifier** la **mise en demeure sans** être contrainte de **répondre préalablement** aux **nouvelles observations** de ce dernier qui font suite à la réponse de l'agent. La réponse des agents aux observations formulées par le cotisant n'ouvre en effet pas droit à un nouveau délai contradictoire (*Charte du cotisant contrôlé du 1^{er} janvier 2020, page 19*).

En tout état de cause, après l'expiration du délai de 30 ou de 60 jours et après avoir répondu au cotisant, l'**agent** chargé du contrôle **transmet** à l'Urssaf le **procès-verbal** (ou « rapport ») de contrôle faisant état de des échanges ayant eu lieu durant la période contradictoire (*CSS, art. R. 243-59, IV, al. 1*). L'Urssaf peut alors engager la **mise en recouvrement** des cotisations, des majorations et des pénalités faisant l'objet du redressement.

À NOTER En tant que formalité substantielle, le défaut de réponse de l'Urssaf à la réponse du cotisant emporte la nullité de la procédure de contrôle et de redressement, a indiqué la Cour d'appel de Douai, dans un arrêt du 27 juin 2014 (*RG n° 13/00774*).

EN L'ABSENCE DE RÉPONSE DE LA PERSONNE CONTRÔLÉE

En l'absence de réponse de la personne contrôlée dans le délai de 30 ou 60 jours, les agents chargés du contrôle transmettent à l'Urssaf le **procès-verbal** de contrôle.

L'Urssaf peut alors engager la **mise en recouvrement** des cotisations, des majorations et pénalités faisant l'objet du redressement (*CSS, art. R. 243-59, IV*).